

La Lettre de la DOC



2 mai 2018 – n° 305



LA FORMATION

Relever le défi des compétences

Dans le cadre de la réforme professionnelle et de l'apprentissage, le plan d'investissement des compétences se structure afin de pallier les difficultés de recrutement que rencontrent les entreprises : de l'usage de la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences.

(à lire dans : *Entreprise et carrières*, n° 1381, 16/04/2018, p. 12-13)

Médiateurs de savoirs. Quelles compétences-clés pour les formateurs de demain ?

Présentation de nouveaux outils et ressources pour améliorer les pratiques des formateurs dans un contexte de profondes mutations dans le secteur de l'ingénierie pédagogique et qui entraîne une évolution dans leur relation avec les apprenants. Détails.

(à lire dans : *Inffo formation (l')*, n° 942, 15/04/2018, p. 9-14)

Formation et apprentissage. Un projet de loi pour "gagner la bataille des compétences"

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a présenté le 6 avril 2018 le projet de loi "pour la liberté de choisir son avenir professionnel". Il vise à offrir de "nouveaux droits concrets" aux actifs et va conduire, d'ici à 2021, à une transformation du paysage de la formation professionnelle et de l'apprentissage. Sur plusieurs points, liés au financement et à la gouvernance notamment, des arbitrages restent à faire.

(à lire dans : *Inffo formation (l')*, n° 942, 15/04/2018, p. 2-3)

Adaptive Learning. Fixer dans la mémoire le contenu des formations

Une semaine après une formation, 80% des informations qui y ont été délivrées sont oubliées. Présentation du travail de Fabrice Cohen et Pascal Hostachy sur "l'ancrage mémoriel".

(à lire dans : *Inffo formation (l')*, n° 942, 15/04/2018, p. 16)

Faut-il abandonner la formation numérique aux géants d'internet ?

Google et Facebook investissent dans la formation. Les deux géants du web veulent proposer à 165.000 personnes d'acquérir les compétences digitales pour retrouver un emploi ou créer leur entreprise. Cette offensive interroge les professionnels du secteur.

(à lire dans : *Inffo formation (l')*, n° 942, 15/04/2018, p. 24-25)

Bike'n learn : je bouge, donc j'apprends

C'est en s'intéressant aux effets d'une activité physique modérée sur le processus d'apprentissage que Sophie Tellier a eu l'idée de créer Bike'n learn. Innovante, sa start-up propose d'apprendre, en pédalant ! Zoom sur une initiative à la croisée des problématiques de formation et de qualité de vie au travail.

(à lire dans : *Inffo formation (l')*, n° 942, 15/04/2018, p. 28-29)

La formation des agents territoriaux [dossier]

D'après le bilan statistique d'ensemble de la formation professionnelle des territoriaux livré par le CNFPT en avril 2016, celle-ci a diminué de près de 15 % en nombre moyen de journées de formation par agent, entre 2007 et 2013. Si la réforme intervenue en 2007 a été saluée et approfondie en 2014, les acteurs de la formation professionnelle de la fonction publique territoriale s'accordent toutefois sur la nécessité de faire évoluer le dispositif dix ans après. "Plus que jamais les agents ont besoin de formation, d'information", rappelle le CNFPT dans son rapport du 1er mars 2017, "la formation [...] ne saurait être une variable d'ajustement des budgets locaux ou nationaux. Il en va de la qualité et de l'efficacité du service public local, le plus proche des citoyens". Dès lors, l'optimisation financière ou encore le développement des technologies de la communication (e-learning) conduisent les directions des ressources humaines à repenser les stratégies de formation de leurs agents. Autrement dit, comment mieux les former en moins de temps ? Tour d'horizon des leviers d'action à la disposition des collectivités...

Au sommaire de ce dossier :

- Le droit à la formation des agents territoriaux
- La mise en œuvre de la formation des agents publics territoriaux
- Le CNFPT, acteur de la formation professionnelle des agents territoriaux
- L'école de formation interne : passeport pour une collectivité apprenante
- L'apprentissage dans la fonction publique territoriale

(à lire dans : *Actualité Juridique. Collectivités Territoriales*, n° 4, 04/2018, p. 183-202)

L'ACTUALITE DE VOS SECTEURS

ADMINISTRATION – FONCTION PUBLIQUE (Statut, organisation)

Articles

Dans les écoles, des Atsem en mal de reconnaissance

Les ATSEM sont 50 000 en France à exercer ce métier méconnu, auquel on accède après un CAP "accompagnant éducatif petite enfance" ou qualification équivalente. Le 19 avril, les Atsem, qui aspirent à une plus grande reconnaissance, étaient appelés à faire grève pour demander la revalorisation de leurs salaires et de leur statut. Sans donner d'estimation exacte sur le suivi de cette grève, l'intersyndicale a appelé à une mobilisation reconductible sous différentes formes : grève de quelques heures, interpellation des parents...

(à lire dans : *Monde (le)*, 21/04/2018, p. 9)

La lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans la fonction publique

Les employeurs publics ayant un rôle d'exemplarité à jouer dans l'évolution des mentalités, la prévention, le traitement et la condamnation des actes de violence au travail, une circulaire interministérielle du 9 mars 2018 détaille les attentes du gouvernement. Ce document invite les employeurs à déployer un plan de prévention et de traitement en 3 axes : la formation et la sensibilisation ; la mise en place d'un dispositif de signalement et de traitement, de protection et d'accompagnement des victimes ; l'exemplarité dans la sanction des auteurs de violences sexuelles et sexistes.

(à lire dans : *Lettre de l'employeur territorial (la)*, n° 1579, 17/04/2018, p. 6-8)

Au Conseil sup', les moyens financiers du CNFPT reviennent discrètement dans le débat

Lors de la séance plénière du CSFPT le 11 avril a été notamment examiné un projet de décret, a priori anodin, qui transfère du ministère de l'Intérieur vers le Centre national de la fonction publique territoriale l'organisation de ses propres élections de représentants.

(à lire dans : *lagazettedescommunes.com*, 17/04/2018)

Hausse de la CSG : retour sur une compensation mal préparée

Après quelques flottements en janvier, les collectivités ont répercuté sur les feuilles de paie la hausse de contribution sociale généralisée et son pendant, l'indemnité compensatrice versée aux agents.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2411, 16/04/2018, p. 28-29)

Les modalités de licenciement dans la FPT

Le licenciement de l'agent entraîne son éviction définitive. Fonctionnaires, stagiaires ou contractuels sont concernés.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2411, 16/04/2018, p. 62-63)

"Il nous faut mieux associer les employeurs publics locaux sur le point d'indice"

Secrétaire d'État depuis novembre 2017, Olivier Dussopt revient sur deux dossiers ardu pour lesquels il a été missionné : la contractualisation financière et la réforme de la fonction publique, dont la FPT. Entretien.

(à lire dans : *Courrier des maires et des élus locaux (le)*, n° 322, 04/2018, p. 14-15)

La médiation préalable obligatoire dans la FPT

Un décret du 16 février et trois arrêtés des 1er, 2 et 6 mars mettent en place l'expérimentation d'une médiation préalable obligatoire au 1er avril 2018, jusqu'au 18 novembre 2020, pour certains litiges liés à la situation individuelle de divers fonctionnaires et agents non titulaires, notamment des collectivités, et au contentieux social. L'expérimentation fera l'objet d'une évaluation par les médiateurs.

(à lire dans : *Courrier des maires et des élus locaux (le)*, n° 322, 04/2018, p. 43)

Abandon de poste de l'agent en congé maladie

Quelle conduite tenir lorsqu'un agent se prévaut d'arrêts de travail pour maladie, mais que l'administration soupçonne qu'il s'agisse de certificats de complaisance ? L'administration est-elle dépourvue de toute possibilité d'agir ? Si l'agent a bien entendu un droit statutaire à congé maladie, peut-il présenter successivement divers arrêts maladie sans risquer la mise en œuvre de la procédure d'abandon de poste ?

(à lire dans : *Droit administratif*, n° 4, 04/2018, p. 59-60)

Révocation : les apports de la jurisprudence

Fort heureusement assez rare dans la fonction publique territoriale, la sanction disciplinaire de révocation obéit, de par sa gravité, à des exigences toutes particulières. À côté d'une procédure précise, la jurisprudence a établi certaines règles que devront respecter ces décisions.

(à lire dans : *Fiches pratiques de l'administration territoriale*, n° 197 - Fiche 152/06, 03/2018, 2 p.)

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – URBANISME – LOGEMENT – TRANSPORTS

Articles

Les marinas en vogue dans le Grand Paris

Près de trente ans après l'ouverture de Port-Cergy dans le Val-d'Oise, premier du genre en Ile-de-France, les projets de quartiers conçus autour de ports de plaisance fleurissent autour de la capitale.

(à lire dans : *Monde (le)*, n° *Supplément Eco & entreprise*, 18/04/2018, p. 2)

Le projet de loi "ELAN" déposé au Parlement

L'obsolescence programmée du POS, la hiérarchie des normes de la planification urbaine, les effets insondables de la numérisation de l'instruction des autorisations du droit des sols, l'accroissement sans surprise des particularités du contentieux de l'urbanisme, le tandem du projet partenarial d'aménagement et de la grande opération d'urbanisme, les opérations de revitalisation du territoire sont tous au menu du très concerté projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, remanié après l'avis du Conseil d'État et déposé le 4 avril au bureau de l'Assemblée nationale en première lecture.

http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/evolution_logement_aménagement_numerique.asp

(à lire dans : *Semaine juridique (la)*. *Administration et Collectivités Territoriales*, n° 15, 16/04/2018, p. 4-6)

La société publique locale d'aménagement d'intérêt national : vers une nouvelle conception de l'intervention de l'État ?

Le mécanisme des sociétés publiques locales et, plus spécifiquement de celles d'aménagement, vient d'être étendu à un nouveau mode de coopération entre l'État et les collectivités territoriales. La loi n° 2017-257 du 28 février 2017, relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, a en effet permis la création de sociétés publiques locales d'aménagement d'intérêt national, la première d'entre elles, "Porte Sud du Grand Paris", venant de voir le jour sur le territoire du département de l'Essonne. Cette création traduit une évolution de la conception de l'intervention de l'État et de ses établissements publics dans les domaines de l'aménagement et du logement, où le consensualisme et le partenariat prennent le pas sur l'autoritarisme symbolisé par les opérations d'intérêt national.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2017/2/28/ARCX1617470L/jo/texte>

(à lire dans : *Actualité Juridique. Droit Administratif*, n° 12/2018, 02/04/2018, p. 672-676)

Logement et hébergement : évolutions ou révolution ? [Dossier]

Au sommaire :

- Logement et hébergement : évolutions ou révolution ?
- Le CIAS du Vendômois précurseur
- UD et USH 44 : clarifier et prévenir
- Lons-le-Saunier : de l'intelligence d'un territoire
- Le CCAS de LOMME donne les "clés" du logement social aux seniors"
- Essaimer et adapter : les expériences inspirantes
- Logement pour tous... Les Territoires s'engagent
- Nouvelle enquête de l'UNCCAS : "Face au mal-logement, les CCAS/CIAS impliqués"
- Intermédiation locative : contexte et cadre légal

(à lire dans : Actes : actions et territoires du social, n° 487, 04/2018, p. 10-21)

Métropole du Grand Paris : un pacte pour une logistique métropolitaine

Depuis sa création en janvier 2016, la Métropole du Grand Paris et son conseil, présidé par Patrick Ollier, s'efforcent d'agir et de créer des projets pour développer la métropole de demain. Dans cet objectif, ils ont présenté le projet d'un Pacte pour une logistique métropolitaine après quelques mois de travaux conduits avec les acteurs économiques de la logistique des marchandises.

(à lire dans : Petites affiches, n° 64, 29/03/2018, p. 3-4)

COLLECTIVITES TERRITORIALES – INTERCOMMUNALITE

Articles

Cantines : au moins 50% de produits bio ou écologiques en 2022, votent les députés en commission

Les repas dans la restauration collective publique devront comprendre, au plus tard en 2022, au moins 50% de produits issus de l'agriculture biologique ou tenant compte de la préservation de l'environnement, ont voté ce jeudi 19 avril les députés en commission.

(à lire dans : Localtis.info, 19/04/2018)

<https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer/?pagename=Territoires/Article/s/Articles&cid=1250280978616&nl=1>

Le mode projet : un système qui monte, qui monte...

Dossier composé des articles suivants :

- Remplacer le manque de moyens par des méthodes novatrices.
- Des appels à projets en mode projet.
- Avec sa "task force" de 14 personnes, Nice, championne en France et à l'international.
- Organisation des services. Approches transversales : testées et approuvées.
- "La collectivité doit fédérer autour d'elle tous les intervenants sur son territoire" (Christophe Alaux).

(à lire dans : Gazette des communes, des départements, des régions (la), n° 2411, 16/04/2018, p. 32-39)

Les conseils de développement de la loi "Notre"

Outre les comités consultatifs intercommunaux, les établissements publics de coopération communale bénéficient d'un outil dédié à la démocratie participative, permettant l'association de la société civile à l'action des élus locaux, en faveur du développement durable du territoire. Présentation des conseils de développement.

(à lire dans : *Courrier des maires et des élus locaux (le)*, n° 322, 04/2018, p. 23)

Les droits de l'opposition municipale (50 questions)

Ce cahier présente, en cinquante questions, la participation des élus d'opposition aux travaux, leur information, l'expression orale en séance et l'expression écrite.

(à lire dans : *Courrier des maires et des élus locaux (le)*, n° 322, 04/2018, 15 p.)

Réforme constitutionnelle - Différencier les compétences locales : feu vert (sous condition) du Conseil d'État

Saisi par l'exécutif, le Conseil d'État s'est prononcé sur la possibilité d'attribuer des compétences différentes à des collectivités d'une même catégorie et, pour les collectivités dans leur ensemble, de déroger au droit commun dans l'exercice de leurs compétences. Son avis, rendu public le 1er mars 2018, s'avère favorable à la réforme, sous réserve qu'elle soit bien encadrée.

(à lire dans : *Courrier des maires et des élus locaux (le)*, n° 322, 04/2018, p. 38-39)

"Une collectivité doit pouvoir tester un dispositif et l'adopter pour elle seule s'il est concluant"

À la tête de la toute récente délégation aux collectivités créée en novembre au Palais-Bourbon, Jean René Cazeneuve décrypte, dans cet entretien, son programme de travail, guidé par la réforme constitutionnelle à venir.

(à lire dans : *Courrier des maires et des élus locaux (le)*, n° 322, 04/2018, p. 34)

Cimetières : équipements innovants et services numériques

Face aux nouvelles demandes, communes et intercommunalités peuvent aujourd'hui compter sur de réelles innovations en matière d'équipements funéraires.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 356, 04/2018, p. 62-63)

Loi Alimentation : la restauration collective va devoir se mettre au durable

Suite aux Etats généraux de l'alimentation, le projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable a été déposé à l'Assemblée nationale. Il prévoit que les menus devront comporter, d'ici à 2022, 50% de produits bénéficiant de signes de qualité, de mentions valorisantes ou acquis en tenant compte du coût du cycle de vie du produit, avec un sous-objectif de part minimale de produits issus de l'agriculture biologique de 20%.

(à lire dans : *Acteurs de la vie scolaire*, n° 96, 04/2018, p. 8-11)

La commune et le Pacs (1) : conclusion et effets

À côté du mariage, un mode alternatif d'engagement prend de plus en plus de place : le pacte civil de solidarité (Pacs). Après avoir évoqué ses modalités, nous envisagerons les différentes hypothèses de sa fin. La loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle comporte, comme c'est désormais l'habitude pour les textes législatifs, une grande hétérogénéité de dispositions. Parmi elles, certaines intéresseront particulièrement les communes.

(à lire dans : *Fiches pratiques de l'administration territoriale*, n° 197 - Fiche 69/08, 03/2018, 2 p.)

La commune et le Pacs (2) : nouvelles compétences de l'état civil

Cette fiche présente les nouvelles compétences de l'officier d'état civil dans la procédure de conclusion et de gestion des Pacs.

(à lire dans : *Fiches pratiques de l'administration territoriale*, n° 197 - fiche 70/08, 03/2018, 2 p.)

L'association au cœur du territoire

Un panel très large de 4.210 responsables associatifs, interrogés au deuxième trimestre 2017, met en lumière les nombreux effets de l'action associative dans les territoires, effets directs en réponse à leur objet et effets indirects grâce à ses valeurs, son mode de fonctionnement, son implication dans le territoire...

Deux éléments viennent tempérer cet état des lieux :

- un déficit de (re)connaissance de la part des différents interlocuteurs des associations
- des attentes fortes de coopérations pour une plus grande efficacité de leurs actions.

Sans surprise, les trois premiers rôles que les responsables associatifs estiment jouer aujourd'hui sont les suivants :

- développer les échanges et le lien social (exprimé par 64% des dirigeants associatifs) ;
- contribuer à l'animation et à l'attractivité de leur territoire (50%), bien plus ressenti en milieu rural ;
- participer à l'information et à la formation des jeunes et des moins jeunes (46%).

(à lire dans : *Recherches et solidarités*, 03/2018, 23 p)

<https://recherches-solidarites.org/wp-content/uploads/2017/06/associations-territoire.pdf>

CULTURE

Articles

Un outil pour traiter les vrac bureautiques : OCTAVE

Les Archives de France travaillent actuellement au développement d'un Outil de Constitution et de Traitement Automatisé des Vrac Électroniques (OCTAVE). Basé sur le logiciel libre Docuteam Packer, développé en java et téléchargeable (lien ci-dessous), OCTAVE permettra à l'archiviste de transformer ses arborescences bureautiques en SIP aux formats SEDA 1 et SEDA 2.

www.nationalarchives.gov.uk/information-management/manage-information/preserving-digital-records/droid/

(à lire dans : *Modernisation et archives*, 16/04/2018)

<https://siaf.hypotheses.org/815>

Reproduire des contenus éditoriaux en respectant le droit d'auteur

La copie et la circulation d'articles de presse ou de pages de livres ne peuvent être réalisées sans autorisation car il s'agit d'œuvres protégées.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 356, 04/2018, p. 66-67)

Archives et réseaux sociaux : le passé en direct live

Les archives s'exposent depuis plusieurs années sur les réseaux sociaux, temples du partage et de l'interactivité, afin de gagner en visibilité. Mais tous les projets s'y prêtent-ils ? Et comment toucher la plus large audience possible ? Retour sur quelques succès du genre.

(à lire dans : *Archimag*, n° 313, 04/2018, p. 24-25)

La fin du document ?

Aujourd'hui, on parle de data ou de métadonnées plus que de document. En outre, avec le travail collaboratif, on a affaire à plusieurs auteurs et de multiples versions. Dès lors, est-ce la fin du document ? *Au sommaire de ce dossier :*

- Ere- post-documentaire : ce qu'en pensent les internautes
- Evelyne Broudoux : "un document est une relation sociale instituée"
- quand les éditeurs dessinent le document de demain
- portrait d'un nouveau document

(à lire dans : *Archimag*, n° 313, 04/2018, p. 14-22)

Florilège des pass'culture territoriaux

Alors que le gouvernement entreprend de fixer les contenus et les modalités d'un pass'culture national, la FNCC a proposé à ses collectivités adhérentes un court questionnaire pour mieux connaître et mettre en valeur la nature des dispositifs de ce type mis en place dans les villes, les EPCI, les départements et les régions. Présentation des résultats de ces questionnaires.

(à lire dans : *Echanges*, n° 161, 03/2018, p. 2-5)

Note sur les dépenses culturelles des collectivités 2016-2018 : un souffle optimiste

Pour la 2ème année consécutive, l'Observatoire des politiques culturelles, en lien avec le DEPS, publie une "note de conjoncture" sur les chiffres les plus récents des budgets culturels des collectivités : ceux de l'année 2017, avec l'évolution 2016-2018 et une tendance 2018. Présentation de cette note.

(à lire dans : *Echanges*, n° 161, 03/2018, p. 6-10)

DROIT ET INSTITUTIONS

Articles

Rien n'arrête le train (de la réforme) ! : à propos de la réforme des institutions promise par le Président de la République, le 3 juillet 2017, et annoncée par le Premier ministre, le 4 avril 2018

La baisse de 30% du nombre des parlementaires, l'instauration d'une dose de 15% de proportionnelle à partir des prochaines élections législatives, la limitation du cumul des mandats dans le temps, sont autant de mesures qui figurent parmi les plus saillantes de la future réforme des institutions dévoilée par Edouard Philippe le 4 avril 2018. Entre ceux qui la jugent trop timorée et ceux pour qui elle serait délétère pour le pouvoir du Parlement, voire mortelle pour Ve République, c'est peu de dire que les réactions sont vives, particulièrement dans le landernau politique. Pourtant aucune de ces mesures n'est réellement une surprise puisque toutes avaient été annoncées par Emmanuel Macron lors de son discours au Congrès et l'on dénombre, somme toute, plus de symboles que de profondes réformes.

(à lire dans : *Semaine juridique (la). Administration et Collectivités Territoriales*, n° 15, 16/04/2018, p. 2-4)

Le droit à l'erreur en matière administrative. Réflexions prospectives autour d'un projet de loi

Le nouvel article L.123-1 du Code des relations entre le public et l'administration permettrait à toute personne de bonne foi qui établirait pour la première fois une déclaration fautive et/ou incomplète de régulariser sa situation, spontanément ou à la demande de l'administration, afin de ne pas être automatiquement sanctionnée ou privée d'une prestation. Présentée comme le

fleuron d'une politique de simplification en faveur des administrés, cette mesure est largement plébiscitée par l'opinion publique. Mais au moment où la discussion de ce projet de loi a lieu devant le Sénat, il paraît nécessaire de soumettre ce nouvel instrument de marketing juridique à la critique. Il en ressort non seulement que la reconnaissance d'un droit à l'erreur s'avère trompeuse, mais également que la mise en œuvre de ce droit s'annonce périlleuse.

http://www.senat.fr/espace_presse/actualites/201802/etat_au_service_dune_societe_de_confiance.html

(à lire dans : *Droit administratif*, n° 4, 04/2018, p. 17-25)

Intelligence artificielle et droit : entre tentation d'une personne juridique du troisième type et avènement d'un "transjuridisme"

Pendant longtemps limitée aux seules œuvres de fictions, l'intelligence artificielle se développe aujourd'hui de manière exponentielle. Comme toute innovation, elle soulève, classiquement, de nouveaux problèmes juridiques tels que la détermination de responsabilité des dommages causés par les entités intelligentes. L'intelligence artificielle est ainsi un nouvel objet du droit, que ce dernier encadre et pour lequel certains revendiquent la reconnaissance d'une personnalité juridique nouvelle, la personnalité-robot. De manière plus originale, le droit est lui-même l'objet de l'intelligence artificielle, si bien que l'on peut s'interroger sur l'avènement d'un "transjuridisme".

(à lire dans : *Petites affiches*, n° 62, 27/03/2018, p. 7-14)

ECONOMIE – FINANCES – CONTRATS PUBLICS

Textes officiels

Instruction du gouvernement relative au programme « Action Cœur de ville » : annonce des villes bénéficiaires et étapes d'élaboration des conventions-cadres pluriannuelles

Cette instruction aux préfets vise à annoncer la liste des communes retenues pour être bénéficiaires du programme « Action cœur de ville », suite à l'instruction du 10 janvier 2018 du ministre de la Cohésion des territoires, et présenter la procédure d'engagement du conventionnement pluriannuel avec les villes retenues et leur intercommunalité.

(à lire dans : *circulaires.legifrance.gouv.fr*, 18/04/2018)

http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2018/04/cir_43273.pdf

Articles

Suspension sur déferé préfectoral de l'exécution d'un marché comportant une clause "Molière"

La cour administrative d'appel de Paris juge qu'une clause prévoyant que "la langue de travail pour les opérations préalables à l'attribution du marché et pour son exécution est le français exclusivement" est contraire aux libertés fondamentales garanties par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Elle admet également qu'un concurrent évincé puisse intervenir au soutien d'un déferé préfectoral, bien que la jurisprudence "Tarn-et Garonne" lui réserve d'autres voies de recours (CAA Paris, 13 mars 2018, n° 17PA03641, n° 17PA03657).

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000036715049&fastReqId=1103074979&fastPos=1>

(à lire dans : *Semaine juridique (la). Administration et Collectivités Territoriales*, n° 16, 23/04/2018, p. 29-32)

Bercy dévoile le futur Code de la commande publique... et lance une consultation

La Direction des affaires juridiques du ministère de l'Economie ouvre sur son site Internet une consultation publique sur le futur Code de la commande publique. L'ensemble des dispositions législatives et réglementaires est dès à présent consultable.

(à lire dans : *lemoniteur.fr*, 23/04/2018)

<https://www.lemoniteur.fr/article/bercy-devoile-le-futur-code-de-la-commande-publique-et-lance-une-consultation-35490665>

Budgets 2018 : le bloc communal face à des choix cornéliens

Afin de boucler leur budget, les élus du bloc local doivent choisir entre respecter leurs engagements de campagne, ce qui passe par une relance des investissements, et se conformer aux nouvelles contraintes financières, dans un environnement fiscal très incertain.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2411, 16/04/2018, p. 8-10)

Fiscalité locale : remettre le contribuable au centre du dispositif

Opportunité. La suppression annoncée de la taxe d'habitation fournit l'occasion de repenser et de moderniser l'architecture, à bout de souffle, de la fiscalité locale en redonnant du sens à l'impôt.

Impératifs. La nouvelle fiscalité locale devra s'appuyer sur quelques principes partagés que sont la pertinence de l'assiette, l'universalité, l'équité ainsi que la lisibilité.

Modulation. Une redistribution du panier fiscal devra assurer une marge de financement suffisante pour que la modulation de l'effort fiscal puisse exprimer l'autonomie des préférences territoriales.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2411, 16/04/2018, p. 58-60)

La réparation du préjudice subi par les acheteurs du fait des pratiques anticoncurrentielles dans les marchés publics : le nouveau régime du private enforcement

Le droit de la réparation du préjudice subi par les acheteurs (publics et privés) du fait des pratiques anticoncurrentielles dans les marchés publics a connu une modification en profondeur depuis l'ordonnance n° 2017-303 du 9 mars 2017 transposant une directive européenne du 26 novembre 2014. Un nouveau régime du "private enforcement" a donc été intégré dans le Code de commerce et le Code de justice administrative. Bien que ce nouveau régime confirme certaines pratiques jurisprudentielles en la matière, il apporte aussi une sécurité pour les acteurs de ce contentieux en matière de preuve, de coopération entre les juridictions et l'Autorité de la concurrence, de quantification du préjudice, de protection du secret des affaires, etc. Néanmoins, quelques questions restent en suspens. En effet, la réforme reste muette, notamment, sur la répartition des compétences entre les deux ordres de juridiction en la matière et sur le sort du marché public conclu à la suite d'une pratique anticoncurrentielle. Sur ces points, le débat reste donc ouvert et relève du pouvoir d'appréciation des juridictions civiles et administratives.

(à lire dans : *Semaine juridique (la). Administration et Collectivités Territoriales*, n° 15, 16/04/2018, p. 22-29)

Les emprunts toxiques devant la Cour de cassation

Saisie pour la première fois d'un litige entre une collectivité territoriale et une banque sur un emprunt toxique, la chambre commerciale juge que « le caractère averti d'un emprunteur ne se présume pas et doit résulter d'une analyse concrète, au jour de la conclusion du prêt litigieux ».

Cour de cassation, 28 mars 2018, commune de Saint-Leu-la-Forêt, n° 16-26.210

https://www.courdecassation.fr/jurisprudence_2/chambre_commerciale_574/344_28_38850.html

(à lire dans : *Actualité Juridique. Droit Administratif*, n° 13/2018, 09/04/2018, p. 711)

L'autonomie financière des collectivités territoriales après les récentes lois financières : une adolescence difficile ou déjà une vieille lune?

Si le Conseil constitutionnel reconnaît l'existence d'un principe d'autonomie financière des collectivités territoriales, il en fait un usage pour le moins modéré. Les juges de la rue de Montpensier laissent au législateur de larges marges de manœuvre pour restreindre cette autonomie. Ce principe, dont les élus locaux attendaient beaucoup lors de la réforme constitutionnelle de 2003, n'a jamais assuré la pleine maîtrise des ressources locales. Dès lors, pour retrouver leur autonomie, les collectivités ne devraient-elles pas davantage réfléchir à leur propre pouvoir de décision ?

(à lire dans : *Actualité Juridique. Droit Administratif*, n° 13/2018, 09/04/2018, p. 720-726)

Marchés publics (1/2) : Les tourments de l'acheteur public local pour modifier un marché en cours

Quand une collectivité locale a pour projet de modifier un marché public déjà passé et en cours d'exécution, l'exécutif se retrouve malgré lui dans des affres du choc des cultures juridiques française et européenne. Première partie de notre décryptage, dédiée à ces avenants, décisions de poursuivre et autres marchés négociés modificatifs... réduits à leur portion congrue.

(à lire dans : *Courrier des maires et des élus locaux (le)*, n° 322, 04/2018, p. 40-42)

Marchés publics et privés de travaux : analyse comparée

Les marchés publics et privés de travaux sont soumis à des régimes juridiques distincts : les premiers relèvent du droit administratif alors que le code civil régit les seconds. Peut-on pour autant affirmer que les règles applicables sont fondamentalement différentes ? Malgré l'existence de spécificités notables, l'analyse des différentes étapes de la vie de ces marchés révèle qu'un rapprochement de ces régimes est en train de s'opérer.

(à lire dans : *Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics*, n° 186, 04/2018, p. 17-74)

NB : compte-tenu du volume, ce document est consultable au Centre de Ressources documentaires

État-collectivités : le chamboule-tout financier [Dossier]

Finances : vers une refondation des relations État-collectivités

La situation de déficit chronique du budget de l'État influe fortement sur les relations financières qu'il entretient avec les collectivités. Après la baisse des dotations, l'heure est aujourd'hui à la contractualisation. Visant à contenir l'évolution des dépenses locales, cette démarche peut s'avérer novatrice à bien des égards. Sous réserve qu'elle épouse, dans chaque collectivité, la réalité du territoire.

(à lire dans : *Intercommunalités*, n° 228, 03/2018, p. 10-17)

Marchés publics : les obligations nouvelles attendues en 2018

Les évolutions réglementaires de 2018 concernant les marchés publics sont nombreuses. Il convient dès à présent de préparer les collectivités à ces changements qui vont avoir des répercussions importantes dans nos manières de travailler au quotidien sur ce sujet. La présente fiche fait le point sur ces éléments.

(à lire dans : *Fiches pratiques de l'administration territoriale*, n° 197 - fiche 53/13, 03/2018, 2 p.)

Marchés publics : la procédure pour les pénalités de retard

Les retards dans les marchés publics sont des classiques auxquels les praticiens doivent savoir faire face. Les pénalités de retard qui en découlent font l'objet d'un contentieux important dont il est possible de dégager des principes généraux. Cette fiche détaillera ainsi ce qui doit être inclus dans la procédure pour ne pas risquer de déconvenues lors des jugements.

(à lire dans : *Fiches pratiques de l'administration territoriale*, n° 197 - Fiche 60/13, 03/2018, 2 p.)

EDUCATION – ENSEIGNEMENT

Articles

Bâtir une nouvelle offre d'activités périscolaires le mercredi

Le retour à la semaine de 4 jours oblige les communes ou EPCI à repenser et à réorganiser l'offre jusque-là proposée le mercredi matin. Exemple aux Échelles (1 200 hab., Savoie).

(à lire dans : *Maires de France*, n° 356, 04/2018, p. 46-47)

Le harcèlement scolaire

De 3 à 15 ans, près d'un élève sur dix est victime de harcèlement à l'école. Qui sont les harceleurs et quelles sont leurs motivations ? Quelles sont les conséquences pour les victimes ? Peut-on mettre fin à ces pratiques ?

(à lire dans : *Sciences humaines*, n° 301, 03/2018, p. 22-27)

Coopérer pour une école inclusive [DOSSIER]

Au sommaire :

- L'optique inclusive : "offrir au sein de l'ensemble commun un chez soi pour tous"
- L'institution face au défi de l'inclusion
- Département de l'Indre - Ambition, inclusion, ruralité, 3 axes prioritaires de la politique éducative
- Les pratiques coopératives : une entrée pertinente pour une pédagogie inclusive
- L'école inclusive exige de travailler dans un espace d'inter-métiers
- Homère ou la volonté de coopérer pour inclure
- En Mayenne - L'inclusion scolaire à l'origine de nouveaux métiers ?
- En Italie : une inclusion totale
- La coopération facilite-t-elle l'inclusion ?
- "Le regard des enfants sur le handicap est orienté par des modèles que les adultes sont capables de leur offrir"
- Inclusion et réalités de terrains !
- Pris sur le vif

(à lire dans : *Animation & éducation*, n° 263, 03/2018, p. 11-33)

Imaginons les espaces éducatifs de demain : la nouvelle classe

La nouvelle classe est un concept qui facilite les formes d'apprentissage scolaires et contribue à la réussite pédagogique des enseignants et de leurs élèves.

Ce guide propose :

- Des témoignages d'experts de l'éducation.
- Un guide complet sur l'évolution des lieux de vie d'un établissement : micro-zones, flexibilité, postures...
- Une boîte à outils qui donnera les clés de la réussite pour votre projet.

(à lire dans : *Manutan*, 12/2017, 35 p.)

https://www.manutan-collectivites.fr/media/pdf_files/white_books/Livre_blan_c Guide_Nouvelle_Classe.pdf?utm_source=form&utm_medium=form&utm_campaign=telecharger_livre_blan_c

EMPLOI – RETRAITE

Articles

Contrats aidés [dossier]

Au sommaire :

- Les conséquences d'un désengagement
- Du contrat aidé au Parcours emploi compétences
- De l'aide à l'accompagnement
- Entretien avec Jean-Marie Vauchez, président de l'Ones - Le prix des compétences

(à lire dans : *Lien social*, n° 1227, 17/04/2018, p. 26-33)

Radioscopie des retraites en France

Fin janvier dernier, le président Emmanuel Macron a confirmé son intention d'élaborer une loi-cadre visant à réformer le système français de retraite. Un projet de loi, initialement envisagé pour ce printemps, devrait être présenté en fin d'année, l'objectif étant de finaliser la réforme d'ici l'été 2019 et, autant que possible, d'instaurer un système unique en lieu et place de la quarantaine de régimes existant. La nécessité de réformer le système actuel ne fait aucun doute, ce depuis plusieurs décennies, mais elle cristallise le débat comme l'ont montré les réformes entreprises ou tentées par de précédents gouvernements.

Dans ce contexte, il n'est pas anodin de jeter un œil dans le rétroviseur et de se rappeler pourquoi et comment s'est constitué le système de retraite français ; quelles ont été les conditions de sa mise en œuvre et des choix alors opérés en faveur de la répartition. C'est ce qu'Arnaud d'Yvoire propose ici, présentant ensuite le « temps des réformes », de la (lente) prise de conscience des problèmes posés par les évolutions démographiques et socio-économiques du pays, aux premières réformes du système engagées à compter de 1993. Arnaud d'Yvoire dresse enfin un bilan du système (« à l'équilibre incertain ») au terme de ces différents efforts de réforme ; il rappelle quels sont les trois modèles principaux de régimes de retraite qui demeurent en France, et leurs perspectives d'avenir. Une présentation très pédagogique à l'heure de ce nouveau débat, qui témoigne aussi de l'ampleur de la tâche qui attend le gouvernement.

(à lire dans : *Futuribles*, n° 423, 03/2018, p. 59-77)

ENFANCE – JEUNESSE –FAMILLE

Articles

Les intelligences de l'enfant [Dossier]

Qu'est-ce que l'intelligence ? Est-elle une ou multiple ? Peut-on vraiment la mesurer ? La stimuler ? Ou au contraire l'éteindre ? Pourquoi les enfants précoces fascinent-ils autant ? Comment donner une place réelle à toutes les personnalités, à toutes les aptitudes, sans étouffer les talents atypiques ni céder à la démagogie ? Ces débats reçoivent aujourd'hui des réponses renouvelées sous l'impulsion des sciences cognitives et des études comparatives internationales.

Au sommaire :

- L'intelligence humaine, une ou multiple ? Gabriel Wahl
- Les théories de l'intelligence
- L'attachement au cœur des apprentissages. Entretien avec Boris Cyrulnik
- Dans la tête des nourrissons. Olivier Houdé
- Psychologie de l'enfant : vers de nouveaux modèles. Olivier Houdé
- Les gènes n'expliquent pas tout ! Jean-François Bouvet
- Un cerveau très plastique. Jean-François Bouvet
- Filles et garçons : des habiletés différentes ? Nicolas Gauvrit
- Enfants précoces, l'épidémie ? Béatrice Kammerer
- Les intelligences atypiques. Marc Olano
- Comment rendre un enfant stupide. Jean-François Marmion
- Bibliographie (accès libre sur le site)

https://www.scienceshumaines.com/bibliographie_fr_39557.html

(à lire dans : *Sciences humaines*, n° 303, 05/2018, p. 29-59)

NB : Compte-tenu du volume, ce document est consultable au Centre de Ressources Documentaires

La santé en maison d'assistants maternels

Le rôle de l'assistant maternel dans la prise en charge de la santé de l'enfant est soumis à des règles précises en termes de statut et de responsabilité. Au sein d'une maison d'assistants maternels en particulier, le cadre légal et réglementaire est spécifique. Ce dernier définit notamment les modalités de prise en compte des ordonnances médicales et du carnet de santé de l'enfant, les limites de la prise en charge et les réponses à apporter aux besoins spécifiques en santé des enfants accueillis.

(à lire dans : *Métiers de la petite enfance*, n° 256, 04/2018, p. 8-10)

L'accès à la professionnalité dans le domaine de la petite enfance

L'accès à la professionnalité des adultes travaillant auprès d'enfants est très souvent lié à des présupposés référés au fait d'être une femme. Être une femme serait-il un atout pour exercer les métiers de la petite enfance ? La prise en main du métier, productrice de sens et de valeur de travail, représente un enjeu pour la santé des professionnels. Une réflexion à ce sujet est porteuse de sens pour les pratiques.

(à lire dans : *Métiers de la petite enfance*, n° 256, 04/2018, p. 11-13)

Construire un partenariat professionnel entre l'assistante maternelle et l'infirmière puéricultrice

Dans le cadre de la demande d'agrément des assistantes maternelles, les infirmières puéricultrices évaluent les conditions d'accueil de l'enfant au domicile des candidates. L'évaluation est une démarche complexe liée aux enjeux de l'accueil. Néanmoins, elle est aussi l'occasion de poser les bases d'un partenariat professionnel riche et constructif.

(à lire dans : *Métiers de la petite enfance*, n° 256, 04/2018, p 26-28)

Les droits de l'enfant et les " maltraitances ordinaires"

Un professionnel de la petite enfance peut-être confronté à des comportements dysfonctionnels de la part d'un parent. Ces "maltraitances ordinaires" dont il est parfois le témoin risquent de le figer dans sa capacité à agir et d'activer des mécanismes de défense inappropriés. Il est essentiel d'échanger en équipe autour des actions à mener dans ces situations. Ainsi, le professionnel saura réagir de façon adéquate afin de protéger l'enfant et d'aider véritablement le parent.

(à lire dans : *Métiers de la petite enfance*, n° 256, 04/2018, p. 35-36)

L'accueil des enfants de moins de trois ans

Les objectifs de créations de places en crèche, chez une assistante maternelle ou en préscolarisation, fixés pour la période 2013-2017, sont très loin d'être atteints. Le Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge pointe du doigt une offre qui stagne et des inégalités sociales et territoriales toujours persistantes.

<http://www.hcfea.fr/spip.php?rubrique11>

(à lire dans : *Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge*, 04/2018)

<http://www.strategie.gouv.fr/publications/laccueil-enfants-de-de-trois-ans>

ENVIRONNEMENT

Textes officiels

Note d'information N° DGS/VSS1/2018/85 du 03 avril 2018 relative à la surveillance du moustique *Aedes albopictus* en France métropolitaine en 2018 dans les départements classés au niveau *albopictus* 0, réalisée dans le cadre de la mise en œuvre de l'instruction N° DGS/RI1/2015/125 du 16 avril 2015 et à la prévention et à la préparation de la réponse au risque de dissémination d'arboviroses dans les départements classés au titre des 1° et 2° de l'article 1er de la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964

Dans les départements où les moustiques constituent une menace pour la santé de la population, les arrêtés préfectoraux doivent comporter les noms des services ou organismes publics chargés de la surveillance et de la lutte ainsi que les modalités de leur mise en œuvre. La totalité des informations de la surveillance et de la lutte doivent être saisies sans délai dans le système d'information national de la lutte antivectorielle (SI-LAV). L'ensemble des moyens de la lutte antivectorielle sont recensés pour préparer la saison 2018 dans un contexte international de circulation d'arboviroses ; l'information est remontée au niveau national. Dans les départements de métropole où les moustiques vecteurs ne sont pas implantés, une surveillance est mise en place, pilotée par la direction générale de la Santé. En annexe : bilan de la surveillance 2017 et liste des communes concernées pour l'année 2018 par la surveillance des moustiques invasifs dans les départements non encore colonisés

(à lire dans : *circulaires.legifrance.gouv.fr*, 16/04/2018)

http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2018/04/cir_43264.pdf

Articles

La France s'engage tous azimuts dans la réduction de ses déchets

Le Premier ministre a présenté lundi à Mayenne le plan de bataille de la France vers une économie 100 % circulaire. Les entreprises sont incitées à fabriquer plus robuste et plus réparable.

(à lire dans : *Echos (les)*, 24/04/2018, p. 14-15)

De la nécessité de préserver l'obscurité de la nuit : à propos de l'arrêt France Nature Environnement du Conseil d'État du 28 mars 2018

Saisi du refus du ministre chargé de l'environnement d'adopter les dispositions réglementaires requises pour la lutte contre les nuisances lumineuses, le Conseil d'État lui enjoint d'adopter lesdites mesures. Ce faisant, en l'obligeant à exercer son pouvoir réglementaire, la Haute Juridiction administrative contribue au renforcement du droit de la protection du ciel nocturne.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000036749487&fastReqId=625161375&fastPos=1>

(à lire dans : *Semaine juridique (la). Administration et Collectivités Territoriales*, n° 16, 23/04/2018, p. 2-3)

Déchets, recyclage, réutilisation : qu'est-ce que l'économie circulaire ?

L'économie circulaire est un concept ancien qui a été affiné et popularisé dans les années 2000. Il s'agit d'imaginer une alternative à l'économie dominante, dite « linéaire », qui contribue à l'épuisement des ressources et à la dégradation de l'environnement. Explication au travers d'infographies.

(à lire dans : *lemonde.fr*, 23/04/2018)

http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/04/23/dechets-recyclage-reutilisation-qu-est-ce-que-l-economie-circulaire_5289558_4355770.html

Le zéro phyto, c'est bien, avec zéro mal au dos, c'est mieux

Pratiqué en remplacement des phytosanitaires, le désherbage augmente les contraintes mécaniques exercées sur les corps des agents, qui risquent de développer des troubles musculosquelettiques. Une bonne gestion et des aménagements adaptés peuvent les éviter.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2411, 16/04/2018, p. 24-26)

Energie : un réseau alimenté à 100 % par l'incinération des déchets qui souffle le chaud et le froid

Toulouse Métropole (Haute-Garonne), 37 communes, 755 800 hab.

La métropole s'est dotée du premier réseau français de froid obtenu par la seule valorisation énergétique des déchets. A la clé, des économies importantes.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2411, 16/04/2018, p. 48)

Energie : les dessous de la chasse au gaspi

Zoom sur les certificats d'économie d'énergie, un outil clé de la transition écologique qui doit être encore amélioré.

(à lire dans : *Alternatives économiques*, n° 378, 04/2018, p. 48-51)

Inondations : stratégies pour sortir la tête de l'eau

Territoire maritime, la France est particulièrement exposée aux inondations fluviales et marines. 19 000 communes environ sont soumises à ce risque. La stratégie locale y est un outil de résilience du territoire.

(à lire dans : *Courrier des maires et des élus locaux (le)*, n° 322, 04/2018, p. 52-53)

Déchets d'ameublement : les nouvelles conditions de collecte

Les collectivités doivent délibérer avant le 30 juin 2018 sur les nouveaux contrats avec Eco-mobilier, l'éco-organisme qui a été agréé par l'État.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 356, 04/2018, p. 59)

Tarification sociale de l'eau : les essais de la loi Brottes restent à confirmer

L'expérimentation d'une tarification sociale de l'eau autorisée par la loi Brottes a permis à certaines collectivités de tester des dispositifs sociaux allégeant le budget que les ménages en difficulté consacrent à l'eau. Une démarche grâce à laquelle des aides préventives ont pu être développées mais dont la généralisation demeure incertaine.

(à lire dans : *Hydroplus*, 03/2018, p. 20-25)

Réseaux d'assainissement : des stratégies d'entretien plus ciblées et intelligentes

Priorité récente des collectivités, l'entretien des réseaux d'assainissement devient un élément central d'une bonne gestion patrimoniale. Les exploitants parient désormais sur des approches préventives innovantes pour optimiser les programmes d'entretien, en termes de coût et d'efficacité.

(à lire dans : *Hydroplus*, 03/2018, p. 26-33)

Tarification incitative : ça fonctionne !

Au service de l'amélioration du service public comme de l'évolution des comportements, la tarification incitative est aujourd'hui reconnue comme un levier puissant pour la prévention des déchets ménagers et assimilés. Cependant, son décollage se fait discret, malgré d'ambitieux objectifs. Appuyé sur des retours d'expérience d'élus et d'EPCI (établissements publics de coopération intercommunale), ce dossier apporte un éclairage sans fard sur un dispositif complexe à mettre en œuvre, mais particulièrement efficace.

(à lire dans : *ADEME & vous*, n° 113, 03/2018, p. 5-11)

<http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/ademe-et-vous-113-dossier.pdf>

Gaspillage alimentaire et réemploi : les territoires agissent

Certains territoires s'engagent dans la lutte contre le gaspillage alimentaire et le développement du réemploi par l'intermédiaire des recycleries ; c'est le cas du syndicat de traitement des déchets ménagers du Puy-de-Dôme, le Valtom63, ainsi que de Vichy Communauté. Explications

(à lire dans : *Intercommunalités*, n° 228, 03/2018, p. 23)

Déchets : le groupe Nicollin connecte ses bennes

Le spécialiste montpelliérain des déchets a équipé plusieurs centaines de ses camions-poubelles de cartes SIM multi-opérateurs afin d'optimiser ses collectes. Grâce à ces puces, la transmission des données du terrain vers les centres d'exploitation du groupe a gagné en efficacité.

(à lire dans : *Environnement magazine*, n° 1764, 03/2018, p. 40)

POLITIQUE D'IMMIGRATION

Articles

La contractualisation avec les familles pour lutter contre les bidonvilles à Strasbourg

Face à l'installation des Roms originaires des pays de l'Est dans des campements illicites, la ville a engagé une politique volontariste d'accompagnement et de parcours d'insertion pour les sortir définitivement de la rue. Et ainsi résorber les bidonvilles.

(à lire dans : *Courrier des maires et des élus locaux (le)*, n° 322, 04/2018, p. 18)

Aux racines de la crispation anti-migrants

D'où vient la crainte farouche que suscite chez certains l'arrivée de personnes migrantes ? Pour le sociologue Hartmut Rosa, la peur de l'autre résulte notamment du fait que l'on ne se sent pas soi-même reconnu et considéré.

(à lire dans : *Projet*, n° 363, 04/2018, p. 80-89)

<https://www.cairn.info/revue-projet-2018-2-page-80.htm>

POLITIQUE DE LA VILLE

Textes officiels

Note d'information relative à la répartition de la dotation politique de la ville pour l'exercice 2018

La présente note d'information a pour objet de notifier aux préfets la liste des communes de leur département susceptibles d'être bénéficiaires de la dotation politique de la ville (DPV) en 2018, ainsi que le montant de l'enveloppe départementale à répartir entre ces dernières. Elle présente la modification des critères de pré-éligibilité à la DPV (DSU cible) en application de l'article 164 de la loi de finances pour 2018

(à lire dans : *circulaires.legifrance.gouv.fr*, 16/04/2018)

http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2018/04/cir_43270.pdf

Articles

Banlieues à l'abandon: Jean-Louis Borloo dénonce un "scandale absolu"

Chargé par Emmanuel Macron, en novembre 2017, de proposer un plan de bataille pour les banlieues, l'ancien ministre de la ville a remis le 26 avril 2018 son rapport au premier ministre. Il appelle les responsables publics et privés à s'engager avec force, fustigeant une situation dans les banlieues "où tout se dégrade sournoisement". Entretien.

(à lire dans : *lemonde.fr*, 26/04/2018)

Education, emploi, rénovation... Les propositions-chocs du rapport Borloo

Le rapport Borloo, remis à Edouard Philippe le 26 avril, compte dix-neuf "programmes" thématiques (rénovation urbaine, éducation, mobilité, sécurité et justice, entreprises et emploi, leadership, égalité et mixité...). Il est le fruit d'une réflexion et d'un travail menés depuis plusieurs mois avec les élus et les associations de terrain mobilisés au sein du collectif "Territoire gagnants" (à l'initiative de Bleu, Blanc Zèbre et Ville et Banlieue). Cet article en présente une quinzaine.

(à lire dans : *lemonde.fr*, 26/04/2018)



Politique de la ville - Borloo détaille son "plan de bataille", France urbaine et l'ADCF leur "pacte"

Invité des journées nationales de France urbaine, Jean-Louis Borloo a présenté, le 6 avril à Dijon, les grandes lignes du rapport qu'il remettra d'ici peu au président de la République. Il appelle à un véritable sursaut et à la mobilisation de 48 milliards d'euros en faveur des quartiers de la politique de la ville. Le même jour, France urbaine et l'Assemblée des communautés de France (ADCF) ont appelé les élus locaux à signer un pacte d'engagement en faveur de la cohésion urbaine et sociale.

https://www.adcf.org/files/THEME-Amenagement-du-territoire/Pacte-de-Dijon_VF.pdf

(à lire dans : *Localtis.info*, 09/04/2018)

<https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250280918224>

POLITIQUES DE SECURITE

Articles

La police, amie ou ennemie? Questions à Sébastien Roché

Quels sont les secrets d'une relation apaisée entre la police et les citoyens ? Éléments de réponse à partir d'une vaste enquête transnationale récemment parue.

(à lire dans : *Sciences humaines*, n° 303, 05/2018, p. 8-9)

Les maires veulent plus de pouvoirs pour leurs polices municipales

Les élus attendent les nouveaux policiers nationaux promis par le gouvernement pour répondre à la demande accrue de sécurité de leurs électeurs.

(à lire dans : *Echos (les)*, 19/04/2018, p. 8)

Téléphone au volant : quand l'infraction est-elle caractérisée ?

Dans un arrêt du 23 janvier 2018, la Cour de cassation a précisé le champ d'application du Code de la route qui prohibe l'usage d'un téléphone tenu en main par le conducteur d'un véhicule en circulation. Pour les agents verbalisateurs, la question de savoir comment caractériser l'infraction se pose.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?idTexte=JURITEXT000036635258&fastReqId=235530436&fastPos=23&oldAction=rechJuriJudi>

(à lire dans : *lagazettedescommunes.com* – *Club prévention sécurité*, 13/04/2018)

Les maires européens veulent protéger les espaces publics

L'union européenne met de nouveaux moyens financiers à disposition pour protéger les villes contre les attaques terroristes tandis que les élus mutualisent leurs expériences.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 356, 04/2018, p. 29)

Un maire peut-il interdire à ses agents de verbaliser ?

Un maire peut-il exiger de son agent de police municipale qu'il ne procède à aucune verbalisation ? Cette question, posée par un lecteur, relève de la notion de « l'ordre manifestement illégal et de nature à compromettre gravement l'intérêt public » mais met également en avant la relation particulière qui existe entre l' élu et l'agent territorial.

(à lire dans : *lagazettedescommunes.com* – *Club prévention sécurité*, 20/03/2018)

Circulaire du 28 avril 2017 relative au rôle des ASVP : les missions de verbalisation dans des domaines particuliers (2)

Cette fiche expose les compétences attribuées aux ASVP par différents codes : code de la route et code des transports, code la santé publique.

<http://circulaire.legifrance.gouv.fr/index.php?action=afficherCirculaire&hit=1&r=42183>

(à lire dans : *Fiches pratiques de la police territoriale, n° Fiche n° 141-02, 03/2018, 2 p.*)

SOCIAL – SANTE – HANDICAP

Articles

Avec ses contrôles allégés et payants, la réforme des tutelles suscite l'inquiétude

Le projet de loi prévoit la suppression de la vérification, par le juge, des comptes de gestion des personnes vulnérables. Les magistrats craignent des dérives de la part des mandataires extérieurs.

(à lire dans : *Figaro (le), 26/04/2018, p. 8*)

Tutelles : silence, on pille !

En France, près d'un million de personnes sont placées sous tutelle ou curatelle. Un système de protection qui permet bien des dérives. Enquête.

(à lire dans : *Obs (l'), n° 2789, 19/04/2018, p. 60-63*)

L'idéologie techniciste ou la déshumanisation du travail social

Derrière la revendication d'efficacité se cache une quête de performance et de rentabilité, l'esprit techniciste remplaçant la rencontre par la suspicion et la peur. Entretien avec Dominique Depenne, Docteur en sociologie politique.

(à lire dans : *Lien social, n° 1227, 17/04/2018, p. 34-35*)

Les structures régionales d'appui, les vigies-EHPAD

Les structures régionales d'appui à la qualité des soins et à la sécurité des patients apportent aux établissements de santé et du secteur social et médico-social une expertise en amont, grâce à des actions de prévention et d'accompagnement, et en aval en cas d'évènement grave.

- Prévention des infections en EHPAD : loin de la ligne DARivée

- Dr Henri Bonfait : "Tout est dans l'information"

<http://solidarites-sante.gouv.fr/soins-et-maladies/signalement-sante-gouv-fr/article/qu-est-ce-qu-un-evenement-sanitaire-indesirable>

(à lire dans : *Actualités sociales hebdomadaires, n° 3056, 13/04/2018, p. 18-23*)

Stratégie nationale pour l'autisme - Un plan politique pour un enjeu social

Le gouvernement n'a pas lésiné sur la mise en scène pour présenter sa stratégie nationale pour l'autisme. Une stratégie nationale qui peine à convaincre.

(à lire dans : *Actualités sociales hebdomadaires, n° 3056, 13/04/2018, p. 6-9*)

Désert médical : la piste des centres de santé

Depuis deux ans, les communes entrent dans une dynamique de création de centres de santé pour pallier la pénurie de professionnels libéraux et répondre aux aspirations des jeunes médecins : un travail salarié et en équipe. Témoignage des expériences menées à Saint-Quay-Portrieux (Côtes-d'Armor) et à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).

(à lire dans : *Courrier des maires et des élus locaux (le), n° 322, 04/2018, p. 46-47*)



Plan d'Aide Personnalisé : cap sur la diversification

Après 3 années d'expérimentations, la CNAV souhaite généraliser un nouveau dispositif d'aide personnalisé aux retraités les plus fragiles. Avec trois objectifs : diversifier les prestations, miser sur la prévention et mieux accompagner les bénéficiaires.

(à lire dans : *Journal de l'action sociale (le)*, n° 225, 03/2018, p. 36-37)

Territorialiser l'action sociale

Le champ de l'action sociale apparaît de plus en plus investi par les communautés et métropoles. Divers et protéiforme, il irrigue de façon contrastée les politiques locales : l'heure n'est pas à la mise en œuvre d'une compétence unique d'une collectivité à l'autre, mais bien au déploiement d'actions multiples et territorialisées, qui répondent aux besoins du territoire et au projet intercommunal. Ce focus revient sur l'évolution de la compétence action sociale, sur sa territorialisation, et illustre le champ des possibles par des retours d'expérience. Il donne également la parole à la Caisse nationale des allocations familiales, dont les Caf départementales constituent des interlocuteurs de premier plan pour les communautés.

(à lire dans : *Intercommunalités*, n° 228, 03/2018, p. 5-8)

SPORT – LOISIRS – ANIMATION

Articles

Aides aux équipements sportifs structurants au niveau national : une instruction précise les règles

Depuis la dernière loi de finances, le soutien de l'Etat aux projets d'équipements sportifs structurants au niveau national est assuré par les crédits du programme 219, autrement dit, le budget du ministère des Sports. Une instruction récente de la ministre des Sports présente les modalités de mise en œuvre des appels à projets en la matière.

(à lire dans : *Localtis.info*, 12/04/2018)

<https://www.caissesdesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer/?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250280940347&nl=1>

Enfance / Jeunesse - Pour une politique structurée des temps et lieux tiers de l'enfant

"L'accès à des activités structurées, structurantes est fortement inégalitaire", pour le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA), qui rendait public le 6 avril 2018 son rapport sur les "temps et lieux tiers" (TLT) des enfants et des adolescents. Pour les enfants qui ne partent pas en vacances, ne se rendent à aucune activité extra-scolaire, passent trois heures par jour sur les écrans la semaine et cinq heures le weekend, le HCFEA demande la mise en œuvre d'une politique coordonnée de ces TLT, ce qui représenterait un effort annuel de 600 à 750 millions d'euros par rapport aux dispositifs actuels.

(à lire dans : *Localtis.info*, 09/04/2018)

<https://www.caissesdesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer/?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250280916855&nl=1>

Face au déficit d'équipements sportifs, la ruralité joue la carte «nature» [Dossier]

Alors que les communes occupent 60% du territoire, elles n'accueillent que 27% du parc total des infrastructures sportives. plus de kilomètres pour une offre plus limitée qu'en ville, voilà qui constitue un frein indéniable à la pratique. Les dotations existent mais sont mal connues ? Une situation qui conduit certains à miser sur les sports de nature en lien avec la demande des publics. Quitte à faire des campagnes de terrains de jeu pour les urbains ?

(à lire dans : Acteurs du sport, n° 198, 04/2018, p. 9-13)

Responsabilité du club : la victime doit prouver le lien de causalité

Une cliente d'un club de sport victime d'une chute à l'origine d'une fracture de son radius gauche dans les douches considère que l'exploitant est soumis à une obligation de résultat en matière de sécurité. Tel n'est pas l'avis de la cour d'appel.

(à lire dans : Acteurs du sport, n° 198, 04/2018, p.20)

À La Réole, le sport pour tous est plus qu'un concept

La Réole (Gironde) vient de recevoir le label "Commune sport pour tous". Création d'un poste d'Etaps rattaché au service enfance-jeunesse, rénovation et création d'équipements dont un parcours santé, et mise en place d'une politique événementielle avec une manifestation phare sur le handisport sont les principaux axes d'une politique qui porte ses fruits.

(à lire dans : Acteurs du sport, n° 198, 04/2018, p. 24-25)

Grigny transforme le périscolaire en Académie des sports

La ville de Grigny (Essonne) vient de lancer son Académie des sports, structure sportive entre le quartier, l'école et le club. L'objectif : à partir des activités périscolaires, amener des jeunes éloignées de la pratique à s'adonner à une activité mais aussi repérer les talents, dans l'optique qu'ils intègrent ensuite un club.

(à lire dans : Acteurs du sport, n° 198, 04/2018, p. 27)

Nouvelles pratiques - L'esport aux manettes [dossier]

Au sommaire du dossier :

- Esport : quésako ?
- Sport et esport : une comparaison récurrente à déconstruire
- Les raisons de l'essor économique
- Quel droit pour l'esport ?
- Interview : "l'urgence est d'abord de structurer"
- Tribune : "il faut construire une politique adaptée"

(à lire dans : Jurisport, n° 185, 04/2018, p. 18-34)

Quel sport en 2030 ? Questions à Alain Loret (Professeur des universités honoraire) entretien

Proche de Christian Piciello, avec lequel il réalisa dans les années 1980 les premiers travaux français de prospective du sport, Alain Loret est aujourd'hui l'un des très rares spécialistes du domaine. Ses méthodes d'analyse des évolutions du sport ouvrent des pistes inédites pour construire le scénario du sport des années 2030.

(à lire dans : Revue ep & s, n° 379, 01/2018, p. 8-12)

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – COMMUNICATION

Articles

Services dématérialisés. Identité numérique : derrière les enjeux publics une bataille économique

Avec la dématérialisation des services se pose la question de l'identité numérique des citoyens : comment fluidifier la reconnaissance d'un usager, en évitant la création d'une identité par service, tout en garantissant sécurité et protection des données ?

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2411, 16/04/2018, p. 12-13)

Open data : ouvrir les données publiques, pourquoi, comment ? [dossier]

Sur les 3 500 collectivités concernées par l'obligation d'ouverture de leurs données, à peine 5% sont passées à l'open data. Pour satisfaire à cette obligation, elles peuvent désormais s'appuyer sur des ressources et des outils mutualisés. Il leur reste à construire une stratégie open data en phase avec les besoins de leur territoire.

Au sommaire de ce dossier :

- Open data : les points clés et les réflexes pour une bonne démarche.
- Côtes-d'Armor : Dat'Armor aide les communes à ouvrir leurs données.
- Pas d'open data durable sans normes et automatisation.
- Les travaux pratiques de l'open data [sélection d'expériences locales sous forme de brève]

(à lire dans : *Maires de France*, n° 356, 04/2018, p. 38-44)

Règlement sur les données personnelles : se mettre en conformité

Le 25 mai prochain, le règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD) entrera en application. Les étapes clés pour l'appliquer.

<https://www.cnil.fr/fr/principes-cles/rgpd-se-preparer-en-6-etapes>

(à lire dans : *Maires de France*, n° 356, 04/2018, p. 56)

Chatbot, la nouvelle expérience conversationnelle

Au lieu de mobiliser du personnel qualifié pour répondre à des questions basiques par mail, sur Facebook Messenger ou ailleurs, mieux vaudrait penser aux chatbots. Les organisations ont tout à gagner à s'intéresser à une technologie permettant d'améliorer la relation client.

(à lire dans : *Archimag*, n° 313, 04/2018, p. 30-32)

Big data : la collecte pour tous

Il faut penser son activité sous l'angle des données. Qui n'a pas entendu cela ? La question est d'abord de savoir comment collecter ses données. Une méthode, proposée par Antoine Denoix, est présentée dans son ouvrage "Big data, smart data, stupid data". Extraits de l'ouvrage dans cet article

(à lire dans : *Archimag*, n° 313, 04/2018, p. 38-39)

EXPERIENCES DE COLLECTIVITE

Mobilité interne : "savoir prendre des risques"

Pour prévenir l'usure professionnelle ou adapter les compétences aux besoins de la collectivité, une mobilité interne réussie est celle qui permet d'orienter les agents vers des postes correspondant à leurs aptitudes naturelles. Entretien avec Elisa Schajer, vice-présidente du CCAS et adjointe au maire de Châlons-en-Champagne (Marne).

(à lire dans : *Courrier des maires et des élus locaux (le)*, n° 322, 04/2018, p. 21)

NOUS AVONS RECU

Guide pratique de l'AMO / MAJZA Béatrice, BENAGES Thomas, THEVENOT Virginie, MERIENNE Christophe, CAZABAN Fabrice - Moniteur (Éditions du), Méthodes, 2016
(Localisation : 123.4-MAJ-G)

Des bébés et des crèches - Comprendre le développement du tout-petit pour mieux l'accueillir / PAVOT-LEMOINE Cécile - Dunod, 2018
(Localisation : 322.1-PAV-B)

Des chemins pour apprendre - Pédagogies et pratiques éducatives à tout âge / GROU Josiane - Chronique sociale, Savoir communiquer, 2018
(Localisation : 425-GRO-D)

Les secrets du Grand Paris : zoom sur un processus de décision publique / AUZANNET Pascal - Hermann (Éditions), 2018
(Localisation : 700.5-AUZ-S)

Paris, métropole introuvable : le défi de la globalisation / LEFEVRE Christian - Presses universitaires de France, La ville en débat, 2017
(Localisation : 700.5-LEF-P)

De la banlieue rouge au Grand Paris : d'Ivry à Clichy et de Saint-Ouen à Charenton / RUSTENHOLZ Alain - Fabrique (Éditions la), 2015
(Localisation : 702.2-RUS-B)

Aménager les espaces publics : mettre en place le processus / WITTMER Elvire - Territorial éditions, Essentiels (Les), 2017
(Localisation : 712.1-WIT-A)

La loi MOP : aspects juridiques et comptables / CANTAT Corinne, ROBERT Andrée-Françoise - Territorial éditions, Dossier d'experts, 2017
(Localisation : 720-CAN-L)

Annales corrigées concours de Rédacteur principal de 2e et 1re classe 2018. Examens - Examens d'avancement de grade et de promotion interne. Catégorie B / Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne, CDG Seine et Marne - Documentation française (La), 2018
(Localisation : ANNALES)